

L'Adresse

● (1605)

Le gouvernement répliquera qu'il n'a pas les ressources pour investir dans la relance de l'économie. Voilà qui équivaut à invoquer son absence de courage politique et son manque de rigueur administrative. Car il est possible de dégager une marge de manoeuvre tout en réduisant le déficit. Pour cela, il faut décider, une fois pour toutes, de sabrer dans les dépenses. Mais c'est là que s'émoussent les volontés. L'unanimité qui semble exister quant au diagnostic s'évapore lorsqu'il est question des remèdes.

Le Bloc québécois est prêt à endosser un plan ambitieux de réduction du déficit, mais pas n'importe lequel. On ne peut faire abstraction de la genèse de l'endettement public que nous connaissons aujourd'hui. On ne peut oublier que c'est d'abord le fédéral qui a laissé les vannes grandes ouvertes depuis le début des années 1980, accouchant, du coup, de cette spirale de l'endettement. Au 31 mars 1994, nous le savons, cette dette nette s'élèvera à quelque 507 milliards de dollars, tandis que la dette globale de l'ensemble des provinces ne dépassera pas 170 milliards. Cela explique d'ailleurs la décision fédérale d'il y a quelques années de refiler aux provinces une partie du déficit fédéral.

Étant donné cette lourde responsabilité du fédéral, celui-ci doit donc prêcher par l'exemple plutôt qu'imposer par décret. Avant de songer à réduire la protection sociale, avant de faire écoper les provinces, le fédéral doit d'abord balayer devant sa propre porte. Deux axes différents peuvent être poursuivis. L'élimination de tout le gras dans la machine fédérale peut se faire très rapidement: les déplacements inutiles, les contrats aux boîtes privées, aux amis et aux amis des amis, les dépenses somptuaires ici et à l'étranger, la prise en compte des histoires d'horreur cataloguées, année après année, dans les rapports du vérificateur général.

Des voix: Oh, oh!

M. Bouchard: Les belles résolutions, la main sur le coeur, d'écouter parler les parlementaires tombent vite, n'est-ce pas, à la première séance? Cela ne tient même pas le coup une session, même pas un discours du chef de l'opposition et on commence déjà à crier des insultes.

[Traduction]

Le Président: À l'ordre! Il serait bon que, dans la mesure du possible, les députés puissent entendre toutes les interventions.

[Français]

M. Bouchard: Il faudrait, pour cela, un examen détaillé de toutes les dépenses internes des différents ministères. On connaît l'extrême réticence des appareils bureaucratiques à restreindre leur appétit. La cure d'amaigrissement ne peut être imposée que de l'extérieur, en l'occurrence à partir du Parlement canadien. Le gouvernement a manifesté son intention de remettre davantage de responsabilités à cette Chambre. Nous le prenons au mot. Nous demandons qu'il le démontre d'une façon concrète et très significative. La révision méticuleuse de ces dépenses par une commission parlementaire représentative de l'ensemble de cette Chambre constituerait une preuve de la bonne foi du gouvernement et permettrait d'informer sérieusement l'opinion publique

de l'étendue des dépenses superflues dans le fonctionnement même du gouvernement.

La défense canadienne doit être entièrement repensée en fonction de la nouvelle carte géopolitique du monde. Le Bloc québécois suivra de près le groupe d'étude fédéral responsable de l'opération. Mais en attendant, toutes les dépenses d'équipement devraient être gelées.

Mais cela ne représente qu'une partie du train de vie de l'État. Il en existe une autre, que le discours du Trône ne mentionne pas. L'État fédéral s'évertue en effet à s'en dissimuler les dimensions exactes. Il s'agit des chevauchements des activités fédérales et provinciales. Que nous coûtent ces sempiternelles parties de bras de fer fédérales-provinciales?

Il s'est produit un curieux revirement dans l'analyse que font les fédéralistes orthodoxes eux-mêmes du fonctionnement du régime actuel. Jusqu'à récemment, ils saluaient sa capacité d'effectuer un partage optimal des pouvoirs entre les deux paliers de gouvernement. Mais on ne peut éternellement se bercer d'illusions, et c'est maintenant devenu un lieu commun que de dénoncer les duplications bureaucratiques et les gaspillages qu'elles provoquent.

● (1610)

Une étude réalisée en 1991 par le Conseil du Trésor fédéral a permis d'identifier les programmes fédéraux chevauchant des programmes provinciaux. Au total, 119 ministères, sociétés d'État et organismes fédéraux, gérant un budget global de 96 milliards de dollars, ont été associés à plus de 453 programmes distincts du gouvernement fédéral. Et 45 p. 100 de ces programmes, représentant des dépenses de 40 milliards de dollars, se superposent directement à des interventions provinciales analogues.

En d'autres mots, le chevauchement constitue la norme plutôt que l'exception. L'élimination de ce phénomène engendrerait, selon la Commission Bélanger-Campeau, des économies de plusieurs milliards de dollars. Uniquement dans le domaine de la main-d'oeuvre et de la formation professionnelle, le dédoublement coûte 250 millions par année aux contribuables québécois, selon le gouvernement du Québec lui-même. La double structure fédérale-provinciale des services d'adaptation et de formation de la main-d'oeuvre comprend plus d'une cinquantaine de programmes et de sous-programmes, s'adressant souvent à la même clientèle et l'obligeant à errer sans fin dans un véritable labyrinthe.

L'on se retrouve actuellement au Québec dans une situation aberrante où 75 000 à 90 000 emplois disponibles sont inoccupés faute de main-d'oeuvre qualifiée, alors que plus de 25 000 Québécois sont au même moment sur une liste d'attente pour recevoir des cours de formation.

Nous sommes ici au coeur même du fédéralisme dysfonctionnel et de la crise de légitimité qui paralysent le Canada. Le fouillis administratif résulte de la nature même du régime. Il faut bien voir là, hélas, une autre indication de l'obstination gouvernementale à tolérer le gaspillage. Voilà une manne d'économies qu'il pourrait réaliser, au bénéfice même de l'efficacité des interventions de tous les paliers de gouvernement. Mais il se refuse à le faire: par idéologie centralisatrice, par vénération du statu quo ou même par petite politique.